


<https://www.ouest-france.fr/normandie/manche/au-congres-departemental-des-maires-de-l...>

 Baptiste ALLAIRE.

 27 min read

Au congrès départemental des maires de la Manche, démographie scolaire et budget au cœur du débat

Article premium, Réservé aux abonnés (contenu complet accessible)

Vendredi 11 octobre 2024, les maires et présidents des intercommunalités de la Manche se sont retrouvés pour leur congrès départemental annuel, à Saint-Sauveur-Villages. Parmi les gros sujets évoqués, la démographie scolaire manchoise en berne, et les coupes budgétaires évoquées dans le projet de budget 2025 du gouvernement.



Face aux élus locaux, le Dasen Stéphane Vautier a expliqué, graphiques à l'appui, la grosse baisse démographique des effectifs des écoles dans la Manche. | OUEST-FRANCE

Mille élèves manchois en moins dans le premier degré entre 2022 et 2024, et *bis repetita* d'ici 2026. Si certains territoires sont plus touchés, comme le Coutançais, et d'autres plus épargnés, à l'image du Saint-Lois et des zones proches de l'A84 et de la N13, le constat reste le même : « **la baisse démographique continue et va continuer** », martèle Stéphane Vautier, le directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen) dans la Manche. « **Il faut regarder les choses en face et ne pas penser qu'un miracle va venir.** »

De nombreuses écoles à moins de quatre classes

Devant le congrès départemental des maires et des présidents d'intercommunalités de la Manche, réuni vendredi 11 octobre 2024 à Saint-Sauveur-Villages, le Dasen sait qu'il marche sur des œufs.

Si la Manche est, selon ses propres mots, « **plutôt favorisée** » en effectifs - les écoles du département comptent en moyenne moins d'élèves par classe que dans le reste du pays - Stéphane Vautier craint « **beaucoup de reprises de postes** » à la rentrée 2025. Le projet de budget du gouvernement pour l'année prochaine inclut en effet 4 000 postes en moins dans l'Éducation nationale. « **Et l'État ajuste ses moyens selon la démographie scolaire. Quand on perd des élèves, on perd des postes.** » Et donc des classes. À la rentrée 2024-2025, la Manche en a encore perdu 23 (37 suppressions, 14 créations).



Profitez-vous de vos avantages abonné(e)s ?

Places de concerts, de matchs, livres... ils vous attendent sur LaPlace J'y vais

Voir aussi : A l'école Jules-Ferry de Saint-Lô, les élèves se forment au compostage des biodéchets

Les fermetures de classes mobilisent la population, souvent active pour défendre leur école. Et au-delà de l'enjeu scolaire, les maires y voient une perte d'attractivité pour leur commune. « **L'attractivité territoriale est tout autant liée à la qualité de l'enseignement intercommunal qu'au nombre de petites écoles dans les communes** », répond Stéphane Vautier.

Il défend une idée : « **plus les écoles sont importantes en nombre de classes, plus elles sont efficaces** ». Le modèle idéal ? « **Cinq à dix classes** », affirme-t-il. Problème : encore 38 % des écoles manchoises sont composées de trois classes ou moins, selon les chiffres de l'Éducation nationale.

newsletter

Newsletter La Matinale

Recevez l'essentiel de l'actualité nationale et internationale. [Je m'inscris](#)

Réfléchir par « bassins éducatifs »

« **La solution n'est pas obligatoirement le maintien de sa classe dans sa commune** », souligne Frédéric Leturque, le maire d'Arras (Pas-de-Calais) et vice-président de l'association des maires de France, présent à Saint-Sauveur-Villages. « **Aujourd'hui, les familles sont prêtes à faire un peu de route pour aller à l'école** », ajoute Stéphane Vautier, qui défend « **une approche territorialisée** ».

Le message est clair : la journée devait permettre « **aux élus qui le souhaitent de s'emparer du sujet et d'essayer de réfléchir à des bassins éducatifs plutôt qu'au modèle d'une école par commune** », conclut Charly Varin, président de l'Association des maires et présidents des intercommunalités de la Manche.

À Dangy, près de Saint-Lô, la réflexion est déjà faite : la commune est en RPI (Regroupement pédagogique intercommunal) avec Quibou et Carantilly « **depuis une bonne vingtaine d'années** », explique le maire Dominique Pain, « **satisfait** » du fonctionnement collectif.

Mais cette réunion entre trois communes ne suffit pourtant pas à laisser l'édile totalement serein sur l'avenir de leur modèle. « **Nous avons fermé une de nos huit classes cette année. On veut conserver la vie dans chaque commune : nous avons trois sites, avec trois cantines et trois cuisiniers. Mais est-ce qu'on pourra les maintenir à l'avenir ? Je ne sais pas. À Carantilly, il n'y a plus que deux classes. Si on en ferme une autre...** »

Restrictions budgétaires : les élus locaux de la Manche en colère

Dans son projet de budget 2025, le gouvernement Barnier souhaite économiser cinq milliards d'euros auprès des collectivités territoriales. Si les maires manchois sont « **des élus responsables** », leur représentant Charly Varin s'inquiète d'un « **coup de rabet général et unilatéral** » et demande « **des mesures cousues main, selon le niveau de compétences de chacune des collectivités.** »

Le discours de l'ancien ministre des finances Bruno Le Maire, qui a noté « **l'augmentation extrêmement rapide des dépenses des collectivités** », a fâché les élus locaux. « **L'État n'a pas eu de budget équilibré depuis 40 ans. Nous n'avons pas à recevoir de leçons budgétaires** », s'exclame Laurent Pien, maire de Condé-sur-Vire, qui s'inquiète pour « **le périmètre de nos services à la population, nous allons devoir faire des choix** ».

Generated with Reader Mode